

Travaux

**RENOVATION ET EXTENSION DE LA VOIRIE, REFECTION D'OUVRAGES
ET MARQUAGE ROUTIER
RENOVATION ET EXTENSION DU RESEAU DES COLLECTEURS PUBLICS
RENOVATION ET EXTENSION DU RESEAU DE DISTRIBUTION D'EAU ET
ECHANGES PERIODIQUES DES COMPTEURS D'EAU
CREDITS-CADRE ANNUELS 2006**

Préavis n° 2005/66

Lausanne, le 22 septembre 2005

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

1. Objet du préavis

Par le présent préavis, la Municipalité sollicite deux crédits d'investissement du patrimoine administratif pour l'exercice 2006.

Le premier crédit est de 3'940'000 francs, dont 3'790'000 francs sont nécessaires à la couverture des frais de rénovation, d'adaptation et d'extension de la voirie, des espaces publics et d'ouvrages et 150'000 francs destinés à la remise en état du marquage routier et des boucles inductives de détection des véhicules, faisant suite à ces interventions.

Le second crédit est de 10'190'000 francs, dont 2'550'000 francs pour les frais de réfection et d'extension ordinaires du réseau des collecteurs publics, 6'420'000 francs pour les frais de réfection et d'extension ordinaire du réseau de distribution d'eau et 1'220'000 francs pour l'échange périodiques des compteurs d'eau.

Le montant total des crédits-cadre demandés par la Municipalité pour 2006 est de 14'130'000 francs.

2. Préambule

Pour éviter une inflation de préavis, permettre une plus grande rapidité d'intervention en supprimant les délais d'obtention des crédits spécifiques et offrir la souplesse d'adaptation nécessaire face aux circonstances imprévisibles ou urgentes, la Direction des travaux présente une demande groupée de crédits annuels.

Les montants alloués sont à considérer comme des crédits-cadre, subdivisés en sous-crédits distincts, qui sont ouverts en fonction des divers travaux à entreprendre durant l'année. L'ouverture d'un sous-crédit à valoir sur le crédit de réfection et d'extension d'une année échue n'est pas autorisée. Les sous-crédits sont exploités comme des crédits d'investissement.

3. Exposé

3.1 Service des routes et de la mobilité

3.1.1 Divisions « Espaces publics », « Entretien », « Travaux » et « Ateliers et magasins de la Ville »

Conformément aux dispositions contenues dans la Loi sur les routes du 10 décembre 1991 (art. 3, 7, 20 et 56), la construction et l'entretien des routes communales et des routes cantonales en traversée de localité sont du ressort des communes territoriales. L'application des dispositions légales en la matière est dévolue, pour ce qui concerne la Ville de Lausanne, au service des routes et de la mobilité de la Direction des travaux.

Dans le Plan directeur communal¹, des principes d'aménagement visant à améliorer la qualité des espaces publics et la sécurité des piétons ont été développés. Le crédit-cadre permet de financer la réalisation d'un certain nombre d'entre eux. Les travaux découlant de ces obligations, de natures très diverses, peuvent néanmoins être résumés en trois groupes principaux, à savoir :

- a) les travaux d'entretien ordinaires de la voirie, qui comprennent la pose d'enduits superficiels, le renouvellement des revêtements bitumineux sur chaussées et trottoirs, ainsi que la remise en état d'éléments tels que bordures, caniveaux, entourages d'arbres, barrières, etc. Ces opérations saisonnières sont facilement planifiables et sont financées chaque année par le budget de fonctionnement;
- b) les travaux importants de réalisations nouvelles et de reconstructions de la voirie ou d'ouvrages d'art qui sont mis en œuvre sur la base d'études et de programmes particuliers et pour lesquels les investissements font l'objet de demandes de crédits par la voie de préavis spécifiques;
- c) les travaux de rénovation et d'extension de la voirie que l'on peut qualifier de moyenne à faible importance. Il s'agit notamment :
 - des travaux de rénovation, d'adaptation et d'extension de voirie en relation avec des dégradations et des réaménagements de l'espace public ou induits par des constructions privées, y compris les aménagements d'intérêt public sur des terrains cédés à la Ville lors de procédures d'autorisation de construire;
 - des rénovations de la voirie entraînées par des modifications ou des développements des réseaux des conduites industrielles et des collecteurs;
 - des rénovations d'ouvrages d'art ;
 - des rénovations d'édicules publics comprenant la remise en état de portes, fenêtres, carrelages et installations sanitaires par les artisans des ateliers et magasins de la Ville et les professionnels de la maçonnerie de l'unité « travaux ».

Le financement de ces travaux par le budget de fonctionnement n'est pas approprié car il ne s'agit pas d'entretien proprement dit, mais plutôt de rénovations et d'aménagements localisés. De plus, les chantiers chevauchent souvent deux années civiles et les montants mis en jeu dépassent le cadre usuel du budget.

3.1.2 Division « Mobilité »

Nombre de chantiers et de nouveaux aménagements se font sans que les montants nécessaires au financement du marquage routier, de la signalisation et des boucles inductives de détection des véhicules ne soient inclus dans les préavis ad hoc. De ce fait, le service des routes et de la mobilité est dans l'obligation d'utiliser son propre budget d'entretien, ce qui à terme entraîne une dégradation des installations en place, faute d'un entretien périodique indispensable. De plus, il est impératif que le service puisse également assurer l'exécution rapide de modifications locales non planifiées du marquage et de la signalisation.

¹ BCC 1995, tome II, rapport-préavis n°79, pp. 222 et ss

3.2 Service d'assainissement

La loi cantonale du 3 décembre 1957 sur la police des eaux dépendant du domaine public (art. 5) stipule que la surveillance et l'entretien des cours d'eau naturels incombent aux communes. La loi cantonale du 17 septembre 1974 sur la protection des eaux contre la pollution (art. 20 et 27) attribue aux communes l'obligation d'organiser la collecte et l'évacuation des eaux usées et de pourvoir à l'entretien et au fonctionnement régulier des collecteurs publics. Les travaux découlant de ces obligations peuvent, dans une certaine mesure, être planifiés et coordonnés sur un exercice annuel. Il n'est cependant pas possible de prévoir les situations nécessitant une intervention urgente. Ainsi, une demande de crédit global est présentée pour financer les travaux :

- de réfection et de remplacement de collecteurs existants,
- de mise en séparatif de réseaux unitaires existants,
- d'extension du réseau de collecteurs publics,
- de réfection du lit des cours d'eau naturels.

Les interventions d'urgence, effectuées sur différents collecteurs de manière ponctuelle, sont financées par le budget ou le crédit annuel en fonction de la durée et du type de travaux à engager.

3.3 eauservice

Par extensions ordinaires, il faut entendre l'ensemble des travaux accomplis annuellement sur le réseau de distribution et qui peut se résumer comme suit :

- remplacement d'installations vétustes ou de calibre insuffisant,
- modifications et prolongements de tracés,
- pose de nouvelles conduites.

Les échanges périodiques des compteurs concernent le remplacement de postes de mesure (compteurs, clapets, filtres, brise jet) installés chez les clients depuis plus de 13 ans.

Depuis 2003, nous collaborons avec les installateurs sanitaires pour effectuer une partie des changements des postes de mesures. Au vu de cette expérience qui, à ce jour, donne entière satisfaction, **eauservice** souhaite poursuivre cette démarche en 2006 en sous-traitant partiellement ce travail aux entreprises privées pour atteindre l'objectif de révision de quelque 1'800 compteurs pour l'année 2006.

D'un point de vue financier, les coûts engendrés par les changements des postes de mesure sont couverts par la location dont le montant annuel moyen est de quelque 1'600'000 francs.

4. Situation des crédits-cadre annuels ouverts au 31 août 2005

4.1 Service des routes et de la mobilité (ex-routes et voirie)

Année	Crédit octroyé Fr.	Montants payés et engagés Fr.	Remarques
2003	2'000'000.00	1'948'256.00	
2004	1'560'000.00	1'586'496.00	Chantier sur la route Aloys-Fauquez en cours
2005	1'560'000.00	306'228.00	Plusieurs chantiers restent encore à adjuger en 2005

4.2 Service des routes et de la mobilité (ex-circulation)

Année	Crédit octroyé Fr.	Montants payés et engagés Fr.	Remarques
2003	150'000.00	148'610.00	
2004	120'000.00	112'610.00	Chantier sur la route Aloys-Fauquez en cours
2005	120'000.00	73'180.00	Plusieurs travaux sont encore à adjuger en 2005, notamment pour du marquage routier

4.3 Service d'assainissement

Année	Crédit octroyé Fr.	Montants payés et engagés Fr.	Remarques
2003	3'000'000.00	2'825'725.26	comptes de chantiers pas encore bouclés (garanties bancaires)
2004	2'350'000.00	2'389'691.25	chantier rue Centrale en cours. Travaux d'enrobés sur chantier rue Edouard-Payot encore à réaliser. Décompte final du chantier du chemin du Reposoir non arrêté
2005	2'350'000.00	1'930'104.85	deux chantiers d'extension du séparatif (Bruyères, Bourdonnette) doivent être adjugés prochainement pour un montant de 380'000 francs

4.4 eauservice

Année	Crédit octroyé Fr.	Montants payés et engagés Fr.	Remarques
2003	5'300'000.00	5'402'779.00	
2004	6'190'000.00	5'407'822.00	Chantiers en cours
2005	5'220'000.00	3'203'257.00	Plusieurs travaux restent encore à adjuger en 2005, de même que les engagements pour les MAGESI

5. Interventions prévues en 2006

5.1 Service des routes et de la mobilité

L'ouverture des chantiers du service des routes et de la mobilité est tributaire, entre autres, des travaux de canalisations entrepris par les services communaux, de la planification des chantiers de constructions privées, des décisions préavisées par le Comité des espaces publics à l'intention de la Municipalité quant à l'aménagement de la voirie, de la nécessité et de l'urgence de remettre en état, de renforcer ou de remplacer certains tronçons de routes et ouvrages.

Rénovation et réaménagement des espaces publics	fr. 600'000.00
- Réfections localisées, trottoirs, places, îlots de sécurité, bastions, y compris les aménagements sur des terrains cédés à la Ville lors de procédures d'autorisation de construire	
Travaux de marquage routier, de signalisation et pose de boucles inductives	fr. 150'000.00
- Remise en état du marquage routier, de la signalisation et des boucles inductives de détection des véhicules après interventions des différents services communaux intervenant sur la voirie, ainsi que suite à la réalisation de nouveaux projets	
Travaux liés aux remplacements et extensions ordinaires des réseaux de conduites souterraines	fr. 700'000.00
- Les lieux d'intervention sont dépendants des travaux financés par les crédits d'extension des Services industriels et du service d'assainissement	
Travaux liés au renouvellement des conduites souterraines engagés depuis le Pont de Chailly	fr. 2'150'000.00
- Avenue de Béthusy (tronçon du n° 54 à Victor-Ruffy) et avenue Victor-Ruffy (tronçon Béthusy – Muveran)	
Rénovation d'ouvrages	fr. 180'000.00
- Murs, ponts, ouvrages portuaires et divers	
Rénovation d'édicules publics	fr. 80'000.00
- Fournitures pour les ateliers artisanaux des ateliers et magasins de la Ville	
Fournitures pour l'unité "Travaux"	<u>fr. 80'000.00</u>
Total	fr. 3'940'000.00

5.2 Service d'assainissement

De par la planification et la coordination entre les services publics et au vu des besoins de réfections et de mise en conformité des réseaux publics, il est nécessaire d'envisager les interventions suivantes en 2006 :

Renouvellement et mise en séparatif du réseau

- Secteur Chailly :	avenue de Béthusy (Sud) - carrefour Victor-Ruffy	fr. 470'000.00
	avenue de Victor-Ruffy (tronçon Vallonnette - Temple)	fr. 530'000.00
- Secteur sous-gare :	chemin des Deux-Ponts	fr. 100'000.00
- Secteur Louve :	chemin de Maillefer	fr. 450'000.00
- Secteur Vuachère - Ouchy :	avenue des Alpes	fr. 500'000.00

Réfection du réseau unitaire

- Secteur centre :	chemin de Villard	<u>fr. 500'000.00</u>
--------------------	-------------------	-----------------------

Total	fr. 2'550'000.00
--------------	-------------------------

Bien que la réalisation de ces objets soit planifiée, souvent de longue date, elle dépend de facteurs extérieurs non maîtrisables, comme, par exemple, l'urgence d'autres projets survenant en cours d'année ou la réalisation d'aménagements importants. Cette liste est le reflet du programme à court terme et n'est pas exhaustive.

Le crédit annuel sert également à couvrir les frais inhérents à l'aspect juridique du passage de collecteurs (inscription de servitudes, avis de droit, etc.), aux honoraires et au financement de toutes les informations au public. Les travaux prévus dans le présent préavis comprennent les réfections et extensions ordinaires du réseau des collecteurs publics, les prolongements de tracés existants, la mise en séparatif de conduites vétustes et de diamètre insuffisant, le remplacement d'anciennes coulisses en pierre, etc.

5.3 eauservice

L'ouverture des chantiers d'extension dépend notamment de décisions prises par les services industriels, la direction des travaux, les communes alimentées en énergie par la Ville de Lausanne, l'Etat de Vaud et Swisscom.

Les facteurs qui influenceront sur les décisions en 2006 sont les suivants :

- les différents programmes des administrations et des entreprises privées relatifs aux travaux de fouille à exécuter,
- l'avancement des projets liés au m2,
- les disponibilités du personnel du service,
- les modifications de tracés,
- les demandes imprévisibles de raccordements de lotissement ou bâtiments,
- les ruptures ayant occasionnés d'importants dégâts à la chaussée.

Réseau de distribution

- Remplacement de canalisations à Lausanne :	fr. 4'740'000.00	
- Remplacement de canalisations hors Lausanne :	<u>fr. 1'525'000.00</u>	fr. 6'265'000.00

Pose de nouvelles canalisations

- A Lausanne:	fr. 0.00	
- Hors Lausanne:	<u>fr. 155'000.00</u>	fr. 155'000.00

Echange de compteurs

- Fourniture du poste de mesure:	fr. 980'000.00	
- Sous-traitance:	<u>fr. 240'000.00</u>	<u>fr. 1'220'000.00</u>

Total

fr. 7'640'000.00

5.4 Plan des investissements

Les montants contenus dans ce crédit figurent au Plan des investissements 2006-2007 pour un montant global de 13'000'000 francs pour l'ensemble des services de la Direction des travaux (routes et mobilité, assainissement et eauservice).

A noter qu'un montant de 2'420'000 francs a été intégré par eauservice dans le crédit-cadre 2006 pour financer ses travaux sur les avenues de Béthusy et de Victor-Ruffy, pour le chantier lié à la construction du m2 à la place de la Riponne, ainsi que pour le remplacement de la conduite de distribution entre Vidy et Saint-Sulpice, en coordination avec les travaux du service de l'électricité pour le remplacement du réseau 50'000 Volt.

Le service des routes et de la mobilité a quant à lui réservé un montant de 2'150'000 francs pour le réaménagement de la voirie à l'issue du remplacement des conduites souterraines sur les avenues de Béthusy et de Victor-Ruffy. Le service d'assainissement a également prévu un montant de 1'000'000 de francs pour le remplacement et la mise en séparatif de ses conduites sur ces mêmes avenues. Cette somme n'avait pas été inscrite lors de l'établissement du Plan des investissements.

6. Conclusions

Vu ce qui précède, la Municipalité vous prie, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le préavis n° 2005/66 de la Municipalité, du 22 septembre 2005;
ouï le rapport de la Commission permanente des finances qui a examiné cette affaire;
considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'allouer à la Municipalité un crédit d'investissement du patrimoine administratif de 3'940'000 francs pour couvrir, en 2006, les frais relatifs à la rénovation et à l'extension de la voirie, ainsi qu'à la remise en état du marquage routier;
2. d'autoriser la Municipalité à enregistrer les charges d'intérêts et d'amortissements y relatifs calculées en fonction des dépenses réelles, respectivement sous les rubriques 4201.331 et 4201.390 du budget du service des routes et de la mobilité;
3. de porter en amortissement du crédit mentionné sous chiffre 1 les subventions qui pourraient être accordées au service des routes et de la mobilité;
4. d'allouer à la Municipalité un crédit d'investissement du patrimoine administratif de 10'190'000 francs pour couvrir, en 2006, les frais relatifs à la rénovation et à l'extension du réseau des collecteurs publics à raison de 2'550'000 francs pour le service d'assainissement, ainsi qu'à la rénovation et à l'extension du réseau d'eau et aux échanges périodiques des compteurs d'eau à raison de 7'640'000 francs pour **eauservice**;
5. d'autoriser la Municipalité à enregistrer les charges d'intérêts et d'amortissements y relatifs calculées en fonction des dépenses réelles, respectivement sous les rubriques 4602.331 et 4602.390 du budget du service d'assainissement, et sous les rubriques 4700.331 et 4700.390 du budget de **eauservice**;
6. de porter en amortissement du crédit mentionné sous chiffre 4 les subventions qui pourraient être accordées à **eauservice** par l'Etablissement cantonal d'assurance contre l'incendie et les éléments naturels (ECA).

Au nom de la Municipalité :

Le syndic
Daniel Brélaz

Le secrétaire
François Pasche